Thierry Chopin et Michel Foucher¹, Rapport Schuman sur l'Europe, L'état de l'Union 2012, avril 2012.

L'Union européenne face à la crise : quelles réponses et quelles perspectives ? Cette nouvelle édition du Rapport Schuman sur l'Europe permet de présenter un panorama complet de l'Union européenne (UE) et de ses politiques. Ce rapport rassemble de nombreuses contributions de personnalités éminentes. Une trentaine de cartes expliquent les nouveaux grands enjeux auxquels l'UE doit faire face. La crise, économique, financière et politique, que traverse actuellement l'UE peut-elle représenter un saut qualitatif, allant dans le sens d'une meilleure intégration de ses politiques ? Cinq points-clés sont à retenir de cette édition du Rapport Schuman :

1) Le terme de « **gouvernance** », utilisé pour décrire le système politique et les institutions communautaires, est devenu obsolète. La crise a révélé les faiblesses de ce modèle : l'insuffisante coordination des politiques économiques, budgétaires et fiscales, le manque de légitimité et d'efficacité en termes de prise de décision. Une réforme est toujours à l'ordre du jour pour aller au-delà du mode de décision actuel, très complexe. L'UE doit repenser et imaginer avec un regard neuf ses procédures de décision, ses institutions en interne comme à l'extérieur, mais aussi ses politiques en matière commerciale, de concurrence, agricole ou industrielle.

2) **Christian de Boissieu²** analyse les contradictions économiques majeures auxquelles sont soumises les politiques de l'UE. Les marchés financiers demandent un retour à l'équilibre budgétaire rapide, mais, dans le même temps, ils réclament un retour à la croissance, tout aussi rapide. Or, le rétablissement de la croissance se réalise sur le long terme, exige des investissements, des stratégies industrielles (pour les transports, l'énergie, la construction de réseaux européens ...). De plus en plus, on observe une « **tension entre les différents temps de l'UE** ». Différentes temporalités s'affrontent : le temps court des marchés, le temps de la négociation interétatique et, enfin, celui de la démocratie. **Ces contradictions entre le court et le long terme sont source d'instabilité.**

L'UE a été critiquée pour sa lenteur à trouver une solution commune face à l'urgence. Cependant, ce qui a posé problème est moins la lenteur institutionnelle « que l'erreur d'analyse dont témoigne **l'absence de dispositif crédible de prévention des crises** ». « Si la zone euro avait été dotée d'un fonds de garantie, dès son origine, dans un format crédible, les marchés n'auraient probablement pas joué la différenciation des primes au sein de la zone ».

Alain Lamassoure³ émet plusieurs propositions pour que l'UE reconstruise une solidarité entre ses pays membres.

3) **Michel Foucher analyse les enjeux de la politique extérieure de l'UE, face aux nouveaux déséquilibres mondiaux.**

- De 1989 à aujourd'hui, l'UE a su gérer les conséquences de la disparition de l'Empire soviétique et de la réunification allemande (« à l'exception de la crise des Balkans »). Elle a créé un pôle d'attraction qui dépasse les frontières du Vieux Continent. Elle a su élargir continuellement le champ de l'Etat de droit et stabiliser son voisinage immédiat : « Accomplissement géopolitique exceptionnel et inédit, elle a réussi dans ses objectifs premiers qui étaient de ramener la stabilité sur un continent où les désordres, les conflits et les oppositions ont souvent conduit au bord du gouffre. Ses succès sont immenses [mais] au lieu de poursuivre son mouvement d'intégration, elle s'est satisfaite dans

¹ Il est géographe et diplomate, professeur à l'Ecole normale supérieure (Ulm), et directeur de la formation à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

² Il est, depuis 2003, Président du Conseil d'Analyse Economique : voir « L'euro, les marchés et la politique ».

³ Ancien ministre français des Affaires européennes, puis du Budget, actuellement député européen, voir « Le budget : pour un pacte européen de solidarité ».

un confort apparent, observant et commentant l'émergence de nouveaux acteurs sans en tirer les leçons pour elle-même ». Ainsi, l'UE a toujours beaucoup de difficultés à adopter une politique étrangère commune et à définir un « intérêt européen ». Michel Foucher note l'absence significative de cette expression dans les documents de l'Union.

- Après le 11 septembre 2001, et malgré le refus européen d'intervention en Irak, l'UE a progressivement adopté les priorités américaines en matière de politique extérieure, surtout à partir de 2004 (intervention en Afghanistan). Les Etats-Unis envoient à l'UE des messages contradictoires : ils demandent à la fois aux Européens d'assurer leur propre défense, mais ils souhaitent, dans le même temps, continuer à influencer cette politique extérieure et de défense européenne.

Michel Foucher analyse **l'affaiblissement stratégique actuel de l'UE**, lié à l'absence de projet politique.

Jusqu'en 2007, l'élargissement de l'UE tenait lieu de projet fédérateur. Mais depuis l'adhésion de dix nouveaux membres, l'adaptation de ce projet politique aux nouvelles réalités (économiques, stratégiques, etc.) se révèle beaucoup plus difficile.

Depuis 2011, l'UE doit en outre compter avec un voisinage méridional en effervescence. Les **révolutions arabes** obligent les pays européens et l'UE à repenser entièrement leurs relations avec les pays méditerranéens, avec le Proche et le Moyen-Orient, jusqu'en Iran. Il s'agit pour l'UE « d'accompagner ces mouvements de transition politique, sans crainte ni condescendance et avec réalisme [...]. Bruxelles n'a pas à exporter un modèle mais a le devoir de répondre aux forces modernisatrices qui en font la demande ». Par conséquent, « l'équilibre des politiques européennes en direction du Sud et de l'Est est de nouveau sous tension ».

L'Union européenne doit également **réorganiser ses relations avec les pays émergents** (la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil ...). Les pays européens ont tendance à apporter des réponses de façon dispersée, car ils se trouvent en situation de concurrence (à l'exception notable de l'industrie aéronautique et d'Airbus). L'UE n'est pas encore en mesure d'apporter une réponse concertée aux conséquences de la mondialisation. Elle reste dépendante du manque d'unité entre ses principaux membres, notamment au sein du couple franco-allemand.

Michel Foucher exprime le souhait que **le 50^{ème} anniversaire du Traité de l'Elysée**⁴ soit l'occasion d'une réelle refondation du couple franco-allemand.

Nicole Gnesotto⁵ insiste sur la nécessité pour l'UE d'éviter le risque d'un repli sur soi.

4) Les Européens manifestent une forte tendance à l'auto-flagellation et à **l'autodénigrement**.

Or, à titre d'exemple, 26 % des réserves de la banque centrale chinoise sont en euros (et 46 % des réserves de la banque centrale russe). Il ne s'agit donc pas d'une crise de l'euro, mais bien d'une crise de confiance dans la capacité des Etats européens à rembourser leurs dettes. Cette crise de confiance est nourrie par les incertitudes liées à l'avenir européen, et par l'absence de perspectives claires.

5) Une période de refondation du projet européen est possible si l'UE se donne les moyens de **passer « d'un fédéralisme de crise à un fédéralisme de projet »**.

Jean-Pierre Jouyet⁶ insiste sur la nécessité pour les Européens d'avoir confiance en eux et d'affirmer leur identité.

⁴ Le 22 janvier 1963, le Général de Gaulle et le Chancelier Konrad Adenauer signaient le Traité de l'Elysée, acte fondateur de la réconciliation entre l'Allemagne et la France.

⁵ « La crise de l'euro enterre-t-elle l'ambition stratégique de l'Europe ? ».

⁶ Président de l'Autorité des marchés financiers, il était auparavant Secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes ; voir « Pour une vision politique de la régulation financière ».

2012 est une année marquée par une succession d'élections présidentielles et législatives dans des pays importants : Etats-Unis, France, Inde, Russie et Turquie (plus « l'accès au pouvoir d'une nouvelle génération de dirigeants en Chine »). Il est donc urgent de « reprendre le chantier de la rédaction d'un véritable Livre blanc européen de politique extérieure et de défense » ; « le point de départ serait l'établissement d'une liste courte d'intérêts européens communs embrassant les voisinages orientaux et méridionaux mais aussi le grand large ».

Nadia HILAL.